



Pressions sociales et construction identitaire

Anne-Marie Manga

Le cas des femmes qui ont
des rapports sexuels avec
des femmes de Yaoundé

Pressions sociales et construction identitaire

Le cas des femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes de Yaoundé

Anne-Marie Manga



Ce rapport est le résultat d'une collaboration entre Humanity First Cameroun et Queer African Youth Networking Center (QAYN) qui rentre dans le cadre du programme de QAYN sur la mobilisation communautaire des femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes en Afrique de l'Ouest Francophone et au Cameroun.



2014 **Queer African Youth Networking Center (QAYN)** est un partisan du partage d'information gratuit et comme tel, permet la reproduction ou l'utilisation de ce rapport à des fins non commerciales sous n'importe quel format à condition de créditer son auteur et QAYN. www.creativecommons.org

Adresse: Songnaaba, Secteur 16, Ouagadougou, Kadiogo, Burkina Faso

Email: contact@qayn-center.org

Tel: +266-50380782

Site: www.qayn-center.org

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été préparé et écrit par **Anne Marie Manga**, chercheuse en sciences humaines et sociales sur la thématique des identités liées au sexe, avec la collaboration efficace des enquêteurs et enquêtrices : **F. Belinga**, **N. Sianga** et **B. Sanam** sans lesquels les enquêtes sur le terrain n'auraient pas abouti. Qu'ils trouvent ici l'expression de notre reconnaissance.

La révision de ce rapport a été assurée par **Mariam Armisen**, Fondatrice et Coordinatrice du **Queer African Youth Networking Center (QAYN)** (Réseau des Jeunes LGBTQ d'Afrique de l'Ouest), dont l'intuition a grandement contribué à sa version finale. Qu'elle en soit remerciée.

Nos remerciements s'adressent également aux institutions qui se sont impliquées afin de faciliter la mise en œuvre de cette enquête. Il s'agit plus particulièrement de **QAYN**, le bailleur de fonds qui a impulsé et financé l'enquête et de **Humanity First Cameroon**, à travers son Président, **Jules Eloundou**, et tout son staff, qui a assuré la mise en œuvre de cette enquête dans des conditions optimales.

Nos plus chaleureux remerciements enfin, vont à toutes celles qui ont si gracieusement accepté de partager avec nous leurs expériences. Qu'ils trouvent ici notre sincère reconnaissance.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	6
CONTEXTE	7
METHODOLOGIE	8
RESULTATS	10
Le paradoxe FSF	10
Les opinions des FSF sur la vie associative	11
La résistance passive	12
Des Identités affirmées	13
CONCLUSION	15
RECOMMANDATIONS	16

Humanity First Cameroon (HFC) est une association camerounaise de défense des droits des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles et transgenres (LGBT) basée à Yaoundé qui fournit un cadre convivial pour l'épanouissement des minorités sexuelles d'une part et de l'autre, milite pour le respect des droits des minorités sexuelles, notamment l'accès aux soins de santé appropriés à leurs besoins spécifiques et à une égale protection juridique. Depuis 2011, HFC est membre de Queer African Youth Networking Center (QAYN), réseau des jeunes LGBTQ dirigé par des lesbiennes et basé au Burkina Faso. L'un des objectifs principaux de QAYN est de devenir une plaque tournante pour les jeunes activistes LGBTQ et les associations dirigées par ces jeunes afin de promouvoir le développement d'un mouvement collectif et dynamique. En tant qu'un réseau informel avec cinq membres à ce jour, QAYN continue à s'établir avec l'ambition de mettre en place une communauté dynamique de jeunes activistes LGBTQ avec en son centre, une coalition qui s'investit dans l'engagement collectif tout en soutenant ses membres individuellement à renforcer leur confiance en soi, leurs compétences et leurs capacités. C'est dans ce cadre qu'en septembre 2012, en collaboration avec Isis International, une ONG féministe basée aux Philippines, QAYN organisa un atelier de formation

en *Genre, sexualité et Communications: Vers le renforcement du leadership des jeunes FSF d'Afrique de l'Ouest*, lequel s'est tenu à Ouagadougou, au Burkina Faso, en faveur de jeunes activistes (FSF) venant de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest Francophone.

À la suite de cette formation, les participantes ont reçu une petite subvention afin d'implémenter leur plan d'action développé lors de cet atelier. Les coordinatrices de HFC, même n'ayant pas pris part à cette formation, ont bénéficié de la même subvention. De novembre 2012 à mai 2013, le projet FSF Cameroun au sein de HFC a permis de réunir 32 FSF à travers des groupes de parole, des activités de sensibilisations, de divertissement, etc.

Mais en juillet 2013, la communauté LGBT Camerounaise a été bouleversée par le meurtre violent d'un activiste gay,

Eric Lembembe, 33 ans. La nouvelle de cette mort violente a provoqué la panique au sein de la communauté et entraîné une forte démobilisation des membres des différentes associations identitaires. Ce meurtre a lieu deux mois avant le début de la deuxième phase du projet FSF Cameroun – d'un commun accord, HFC et QAYN ont jugé important de mener une enquête auprès des groupes FSF de la ville de Yaoundé afin de comprendre, comment une communauté aussi invisible que celle des FSF se soutient en situation de crise d'une part, et de l'autre, de mesurer l'ampleur de ce meurtre sur les initiatives naissantes des FSF Camerounaises.

Le rapport qui suit est le résultat d'une enquête d'un mois, d'octobre à novembre 2013, auprès de 50 femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes de la ville de Yaoundé. Et pour mener à bien cette mission, plusieurs objectifs ont été identifiés:

- Comprendre les stratégies utilisées par les FSF pour surmonter un traumatisme collectif;
- Évaluer la place et le niveau d'implication des FSF camerounaises dans les associations LGBT;
- Identifier les raisons de cette implication.

HFC et QAYN ont jugé important de mener une enquête auprès des groupes FSF de la ville de Yaoundé afin de comprendre, comment une communauté aussi invisible que celle des FSF se soutiennent en situation de crise d'une part.

Montée de pressions socio-politiques contre les personnes LGBT

Au cours du week-end du 12 juillet 2013, le corps sans vie d'Éric Lembembe Ohena, 33 ans, a été retrouvé à son domicile dans le quartier Tongolo à Yaoundé. Il avait été sauvagement mutilé au préalable. Membre fondateur de la Cameroon Fund for Aids (CAMFAIDS) et journaliste engagé pour la dépénalisation de l'homosexualité au Cameroun, Mr. Ohena était bien connu des milieux LGBT camerounais où son décès a suscité beaucoup d'émotions.

Le Cameroun est un pays où l'homophobie est de plus en plus visible et virulente, animée par la criminalisation de l'homosexualité d'une part, et par une croyance culturelle qui associe l'homosexualité à de la sorcellerie. Ainsi, selon l'anthropologue Ombolo¹, dans la culture beti, la principale ethnie du centre du Cameroun, les femmes qui étaient accusées d'être des lesbiennes subissaient des sévices qui allaient de la bastonnade à l'excision forcée. Sur le plan juridique, l'article 347 Bis condamne la pratique homosexuelle à une peine d'emprisonnement de 6 mois à 5 ans et une amende de 20 000 à 200 000 FCFA.

Les chefs religieux contribuent également à la propagation de l'homophobie, surtout à travers leurs discours. Par exemple, l'homélie de Noël 2005 de l'ex-archevêque du diocèse de Yaoundé, lequel conclut que: «*l'homosexualité est donc une perversion contre laquelle il nous faut lutter tous*» a contribué à la montée des agressions homophobes et arrestations arbitraires dans le pays – aussi bien contre les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, que contre les FSF – phénomènes dont la presse locale a fait largement écho. Et depuis 2012, une association appelée *Rassemblement de la jeunesse Camerounaise* s'est créée dans la ville de Yaoundé avec pour but officiel de «*lutter contre l'homosexualité*». Lors de leur première marche en août 2013, ils ont envahis les bars et restaurants reconnus comme tolérants envers les personnes homosexuelles et agressé les personnes transgenres². Dans un tel contexte, les notions d'orientation sexuelle, identité sexuelle et de genre sont largement méconnues, tant dis que que les personnes homosexuelles deviennent de plus en plus visibles – tout ceci contribue à l'augmentation de l'homophobie. Il devient alors nécessaire de la part des personnes LGBT camerounaises de s'engager dans des initiatives de plaidoyer afin de faire évoluer les discours homophobes et de sensibiliser la population sur la notion de la sexualité et des droits humains. À cet effet, des associations identitaires se sont mises en place, œuvrant sous la couverture de prévention des IST/SIDA tout en menant des actions d'information et formation d'une population LGBTIQ livrée aux tribulations de toutes sortes. Mais si au Cameroun l'activisme gay est devenu bien visible, les actions des FSF restent timides et faibles.

Dans un tel contexte, les notions d'orientation sexuelle, identité sexuelle et de genre sont largement méconnues, tant dis que les personnes homosexuelles deviennent de plus en plus visibles – tout ceci contribue à l'augmentation de l'homophobie.

¹ Ombolo, J.-P. (1990). Sexe et société en Afrique noire. L'anthropologie sexuelle beti : essai analytique, critique et comparatif. Paris : L'Harmattan.
² cf. <http://76crimes.com/2003/08/21/une-milice-privée-traque-les-homosexuels-au-cameroun/>

Ce rapport repose sur une enquête réalisée du 06 octobre au 06 novembre 2013 auprès des groupes FSF de Yaoundé. La visée est de comprendre, comment un groupe aussi invisible que celui des FSF se soutient en situation de crise d'une part, et de l'autre, de mesurer l'ampleur du meurtre d'un activiste sur les initiatives naissantes des FSF Camerounaises. A travers un questionnaire à multiples choix, une méthode qualitative a été utilisée afin de permettre de recueillir des renseignements assez personnels. La principale cible de l'enquête était des FSF qui habitaient à la ville de Yaoundé au moins trois mois avant le début de l'enquête.

La difficulté à atteindre la cible a motivé le choix d'une méthode d'échantillonnage accidentel: toutes les filles reconnues comme FSF, ayant déjà participé ou non à des activités associatives LGBT et ayant plus de 18 ans étaient contactées et toutes celles qui le souhaitaient ont participé à l'enquête.

L'analyse et l'interprétation des données a été faite qualitativement et quantitativement. L'analyse de contenu a servi pour l'analyse qualitative.

Sur le plan quantitatif, l'analyse descriptive a été réalisée grâce au logiciel Excel. Cette enquête a respecté les trois principes fondamentaux d'une enquête: 1) L'éthique – prendre le consentement éclairé des enquêtées; 2) la confidentialité – s'assurer de l'anonymat des enquêtés et garantir la confiance des données recueillies; et 3) la justice – traiter les enquêtées de façon équitable et s'il y'a un avantage, que toutes les personnes enquêtées bénéficient de cet avantage.

Population enquêtée

La population concernée par cette enquête était l'ensemble des FSF vivant à Yaoundé pendant la période ayant précédé ou directement suivi le meurtre de l'activiste Lembembe Ohena. Au total, l'enquête a permis d'atteindre 50 FSF parmi lesquelles 01 Tchadienne et 49 Camerounaises. En termes d'âge, la population était essentiellement jeune: 44% avaient moins de 25 ans,

38% entre 26-35 ans et 18% plus de 35 ans. La plus jeune avait 19 ans et la plus âgée, 46 ans.

Au niveau socio-économique, dans cet échantillon, seules 28% des FSF avaient un emploi stable; soit dans l'administration publique ou dans des professions libérales. Parmi le reste des FSF sondées, 22% étaient sans emploi; 24% exerçaient dans l'informel, 10% étaient des sportives non affiliées durablement à des clubs; 8% étaient des élèves et étudiantes dépendant de leurs familles; et enfin, 8% n'ont pas spécifié leur occupation. C'est donc une population en majorité à statut socio-économique de niveau moyen ou faible qui a été étudiée.

En termes d'identité sexuelle, 46% des FSF se sont déclarées bisexuelles, contre 48% de lesbiennes et 6% qui se sont abstenues de s'identifier. Les taux de maternité étaient plus élevés chez les bisexuelles (65,56% contre 45,83% de lesbiennes) et les plus âgées (88,89% des plus de 35 ans, 57,89% des 26-35 ans contre 40,91% des moins de 25 ans).

En termes d'autonomie spatiale, moins de la moitié des FSF enquêtées étaient autonomes : 48% vivaient hors de chez elles contre 34% qui vivaient encore en famille. Cette question a d'ailleurs suscité un fort taux d'abstention (18%). Paradoxalement, ce sont les moins de 25 ans qui vivaient le plus en dehors de la maison (57,14% contre 47,35% des 26-35 ans et 30% des plus de 35 ans). Et l'abstention a été surtout rencontrée chez les plus âgées : 29,63% des plus de 25 ans contre 9,09% des moins de 25 ans. Ceci peut s'expliquer par le fait que les FSF jeunes quittent le toit familial pour se mettre en couple, mais ont tendance à y retourner lorsqu'elles redeviennent célibataires ou si elles vivent une relation amoureuse instable.

En résumé, ces données font état d'une population à majorité jeune (82% de moins de 35 ans), à statut socio-économique moyen à faible (72% n'ont pas l'autonomie financière). En termes d'orientation sexuelles, l'échantillon se distribue de façon quasi égale entre lesbiennes (48%) et bisexuelles (46%). La majorité d'entre elles sont mères (56% des enquêtées), les plus forts taux de maternité se rencontrant chez les bisexuelles. La plupart des enquêtées vivent encore en famille (seules 48% habitent hors de la famille), et c'est chez les plus jeunes que l'on a rencontré la plus grande autonomie spatiale (57,14 des moins de 25 ans).

Mobilisation

Afin d'atteindre les cibles, les répertoires téléphoniques de Humanity First Cameroon (HFC) ont été mis à contribution. Les animatrices du Centre ont été les premières à répondre au questionnaire, puis, chacune était invitée à contacter les personnes qu'elle avait fait venir aux activités et à leur administrer le même questionnaire. Les cibles qui avaient quitté la ville de Yaoundé ou qui ne voulaient pas se déplacer ont été interrogées par téléphone. Pour les autres, elles étaient rencontrées individuellement ou en petits groupes dans les domiciles des unes et des autres. Et selon la préférence de l'enquêtée, les animatrices pratiquaient un questionnaire-interview (posant les questions et notant elles-mêmes les réponses) ou un questionnaire auto-administré: les enquêtées choisissaient de remplir elles-mêmes le formulaire de questions. L'administration du questionnaire a duré environ 20 minutes par enquêtée. Après le recueil des données, un rendez-vous était pris pour prendre un rafraîchissement offert par l'enquêteur, et pour celles qui étaient contactées par téléphone, une recharge de crédit leur était offerte en remplacement du rafraîchissement.

Limitations

Les limites liées à la collecte des données tiennent au fait que l'échantillonnage accidentel ne fournit pas un échantillon représentatif de la population étudiée. Toutefois, en ce qui concerne les FSF de Yaoundé, il a permis de rendre compte des opinions qui ont cours dans la communauté. La limite liée à la technique du questionnaire est qu'elle apporte des réponses très sommaires, car même si les questions sont semi-ouvertes, l'espace réservé à la réponse est toujours limité. De plus, le questionnaire ne permet pas de demander des précisions ni de vérifier les informations. De fait, certaines enquêtées n'ont pas répondu à certaines questions jugées embarrassantes; ainsi, il y en a une enquêtée qui s'est définie comme hétérosexuelle, et une autre qui s'est identifiée au sexe masculin et toutes les deux n'ont pas voulu achever de remplir leurs formulaires de questions. Ces limites ont été prises en compte lors de l'interprétation.

En résumé, ces données font état d'une population à majorité jeune (82% de moins de 35 ans), à un statut socio-économique moyen à faible (72% n'ont pas l'autonomie financière). En termes d'orientation sexuelle, l'échantillon se distribue de façon quasi égale entre lesbiennes (48%) et bisexuelles (46%).

La limite liée à la technique du questionnaire est qu'elle apporte des réponses très sommaires, car même si les questions sont semi-ouvertes, l'espace réservé à la réponse est toujours limité.

Le paradoxe FSF

Des cinq (05) associations identitaires LGBT actuellement recensées dans la ville de Yaoundé, une seule est dirigée et animée par des FSF, tandis que dans les autres, des Cellules Genre tentent d'aborder les questions des FSF. Ce genre de mobilisation des FSF sous-couvert des associations LGBT peine à attirer l'engagement des FSF.

À travers cette enquête, si 76% des FSF enquêtées connaissent l'existence des associations LGBT, seules 54% affirment les fréquenter ; parmi elles, 28% de lesbiennes et 22% de bisexuelles. Et parmi elles, seulement 28% des enquêtées fréquentaient les associations depuis plus d'un an. Pour les autres, la connaissance des associations était récente. Le mouvement associatif est marqué par de perpétuels changements dû au renouvellement constant des cibles. Pour de nombreuses raisons, les FSF n'aiment pas la vie associative LGBTIQ et l'abandonnent facilement, en particulier quand survient la maternité (75% des mères de 3 enfants et 66,67% des mères de 2 enfants ne fréquentent pas les associations, contre 25 % des mères de 1 enfant).

Ainsi, seules 24% des enquêtées fréquentent les associations de façon régulière. Pour la plupart d'entre elles, les raisons varient entre: «*je suis avec des gens comme moi*», «*pour passer du temps avec les autres*», «*Je me sens concernée*» (16%). Seul un petit nombre (08%) a pu évoquer une raison se rapprochant du but propre des associations identitaires: «*L'engagement militant*». Les autres ont affirmé ne pas fréquenter les associations. La plupart d'entre elles évoquent des raisons indépendantes de leur volonté pour expliquer leur désertion: «*je n'ai pas le temps*», «*personne ne m'informe*» (52%), ou avouent clairement qu'elles ne sont pas intéressées par la vie associative: «*ça ne m'intéresse pas*» (22%).

Ces réponses correspondent à la situation sur le terrain où effectivement, très peu de FSF acceptent de fréquenter des associations identitaires. Le paradoxe de cette attitude tient au fait que malgré tout, il existe

des lieux de rassemblement dans la ville de Yaoundé, des bars et snacks où MSM et FSF n'hésitent pas à s'afficher en couples homosexuels et dans des postures très visibles. Alors comment comprendre ce faible engouement à se rapprocher de structures dont le rôle est de les aider à faire évoluer leur situation sociale alors qu'elles courent à tout moment le risque d'être arrêtées à cause de leur orientation sexuelle? La réponse à cette question réside sans doute dans la perception que les FSF ont de l'activisme associatif.

Les opinions relèvent que les FSF restent réticentes à l'idée de s'engager dans l'activisme associatif même dans le cas où les lois du pays chan-geraient et deviendraient favorables. En effet, à cette question, 60% des personnes enquêtées ont répondu par l'affirmative.

Les opinions des FSF à propos de l'activisme associatif

Afin de connaître leurs sentiments à propos de l'activisme associatif, il est demandé aux enquêtées si malgré les circonstances actuelles, elles voudraient néanmoins s'impliquer dans la vie associative. Cette question faisait appel au désir, à l'aspiration. Elles ont été 60% à répondre par l'affirmative et 34 % à répondre par la négative. Et quand le meurtre de Lembembe a été évoqué à la question suivante, les réponses ont complètement évolué: elles n'étaient plus que 28% à affirmer leur désir de s'engager contre 38% indécises et 34% qui ont confirmé leur refus.

Chez les enquêtées indécises, les raisons évoquées pour justifier leur retenue étaient diverses, allant de la curiosité: «*Juste pour voir comment cela fonctionne*»; à la recherche de semblables: «*Juste pour me rapprocher de ceux qui sont comme moi*»; au respect des traditions: «*Parce que dans notre pays, les mœurs ne nous permettent pas*»; jusqu'à la méfiance vis-à-vis des LGBT: «*Ce qui se passe dans le milieu ne donne pas envie de s'y mettre*».

Les 34% des enquêtées qui ont répondu ne pas s'intéresser à l'activisme avaient pour principale raison la peur: «*pour le faire il faut avoir beaucoup de courage et je n'ai pas cette force là*»; «*c'est parce qu'il s'est beaucoup impliqué dans l'activisme qu'il a été tué*». L'autre raison, dans une moindre mesure, était la mauvaise opinion que les FSF se font des associations: «*Je ne m'intéresse pas aux associations LGBT*»; «*J'ai tout vu dans ce monde [LGBT] et c'est décourageant*» (4%). Ainsi, les principaux obstacles à l'activisme associatif semblent être: les risques sécuritaires que cela comporte et dans une moindre mesure, la méfiance vis-à-vis des associations actuelles.

Les opinions relèvent que les FSF restent réticentes à l'idée de s'engager dans l'activisme associatif même dans le cas où les lois du pays chan-geraient et deviendraient favorables. En effet, à cette question, 60% des personnes enquêtées ont répondu par l'affirmative; le fait que le taux d'approbation n'atteigne pas les 100% montre que la loi répressive n'est pas le seul obstacle à l'engagement dans l'activisme associatif. De plus lorsque l'on explore les motivations de ces 60% qui accepteraient de s'engager si les lois changeaient, il apparaît que le souci de faire avancer la cause de dépénalisation de l'homosexualité au Cameroun n'est pas la première préoccupation. Ainsi, la majorité des FSF (32% d'entre elles) n'ont pas d'arguments pour soutenir leur réponse affirmative; 20% voudraient s'engager dans les associations pour mieux vivre leur sexualité: «*cela voudrait dire que nous ne sommes plus refoulés mais acceptés tels que nous sommes*» (sic!)³; et 8% avouent qu'elles auront enfin surmonté leur peur: «*oui car je n'aurai plus à craindre pour ma sécurité*». Il se pose alors la question de savoir si celles qui n'ont pas pu justifier leurs réponses n'avaient pas dit oui simplement dans le but de ne pas «*décevoir*» l'enquêteur/trice, connu/e et perçu/e d'emblée comme activiste. Certaines ont d'ailleurs affirmé: «*je n'ai pas le courage que vous autres avez*».

À travers les opinions recensées, la perception que les FSF se font de l'activisme LGBT est celle d'une vie exposée où la personne est supposée prendre des risques. La majorité des FSF enquêtées ne s'y reconnaissent pas.

Parmi les 28% d'indécises malgré la possibilité de la dépénalisation, les raisons avancées étaient la visibilité que promeuvent les associations, ainsi que les traditions qui s'opposent à l'homosexualité: «*[Même si les lois changent et deviennent favorables, je m'engagerais] avec certaines réserves car les traditions sont un obstacle, il ne faut pas choquer les gens*»; «*il faut aussi que les LGBT gardent une attitude décente*». Et chez les 8% des enquêtées qui ont refusé d'adhérer aux associations même si la dépénalisation survenait, les raisons avancées étaient identiques à celles des indécises, allant de la méfiance envers les homosexuels (et donc des milieux qui les rassemblent): «*Le problème ce n'est pas la loi mais les LGBT eux-mêmes*», à la peur: «*Pour mieux vivre, vivons cachés*». Au final, il apparaît que même si les lois devenaient favorables au Cameroun, seules 28% des enquêtées voudraient faire évoluer leur vécu quotidien au moyen de l'activisme associatif tel qu'il est actuellement pratiqué à Yaoundé.

À travers les opinions recensées, la perception que les FSF se font de l'activisme LGBT est celle d'une vie exposée où la personne est supposée prendre des risques. La majorité des FSF enquêtées ne s'y reconnaissent pas. De fait, même après cette enquête, les enquêtées ne se sont pas davantage rapprochées des associations.

La résistance passive

La plupart des FSF de Yaoundé ont montré des signes apparents de refus de l'activisme. Ainsi, 22% ignoraient totalement le meurtre de Lembembe, pourtant fortement médiatisé. Les moins informées étant les plus âgées (42,86% des plus de 35ans contre 15,79% des 26-35 ans et 18,18% des moins de 25ans) et les lesbiennes (20,83% contre 17,40% bisexuelles). Mais loin d'être des preuves de l'abandon de la lutte, ces réactions font plutôt partie des stratégies utilisées par les FSF pour échapper à l'oppression.

En effet, les FSF considèrent que la discrétion est un moyen plus efficace d'échapper à l'homophobie, avec

12% qui expliquent leur manque d'inquiétude par leur vie discrète: «*je suis très cachée, la preuve, je suis mariée et mère de deux enfants*»; «*je continue dans la discrétion*»; 16% qui affirment que la mort de Lembembe les a poussées à devenir plus discrètes et 24% qui ont choisi de s'éloigner des milieux homosexuels ou du moins des endroits où les homosexuels sont visibles: «*je ne sortais plus, je restais chez moi après le boulot. Pour boire j'allais dans les milieux hétéros*», «*[Je préférais] rester dans mon coin, ne plus trop m'afficher dans les milieux LGBT*». Néanmoins, un certain nombre de FSF n'a pas jugé utile de réagir: «*Je ne fais rien de mal et ne dois rien à personne*»; «*je suis juste moi*» (22%). Elles ont continué leur vie comme d'habitude, vaquant à leurs occupations et fréquentant leurs amies.

Et c'est dans cette dernière catégorie que l'on voit apparaître les signes de la résistance passive qui couve à Yaoundé. Ainsi, même si elles n'ont

pas pris ouvertement la parole, les FSF de Yaoundé ont un désir de résister aux lois, désir qui s'est consolidé lors du meurtre de l'activiste gay de façon générale par le refus des associations identitaires, mais plus intimement par le resserrement des liens d'amitié avec leurs amies ou petites amies FSF. Aller vers les siens est la stratégie qui a été la plus activement utilisée par les FSF lorsqu'elles ont appris le meurtre (32%), tandis que seules 4% se rapprochaient des associations, et que 60% restaient inactives soit parce qu'elles ignoraient tout de la situation (24%), qu'elles ne jugeaient pas utile de se rapprocher des associations: «*Il ne suffit pas d'une mauvaise nouvelle pour se rapprocher d'une association*» (16%), qu'elles avaient peur (8%) ou manquaient simplement de temps pour agir, à cause de multiples autres préoccupations. Et ainsi, entre resserrement des liens et affirmation passive de son identité, les FSF de Yaoundé résistent à leur façon.

Questionnées sur les raisons du meurtre, elles sont 40% à penser qu'il s'agit d'un crime homophobe; 20% pensent que ce serait plutôt un règlement de comptes sans forcément un lien avec l'orientation sexuelle de la victime; 12% n'en savent rien; et 6% lient ce crime à l'activisme. Mais quelle que soit leur perception du meurtre, les enquêtées pensent en majorité qu'il vaut mieux éviter de se faire reconnaître comme homosexuelle par son entourage. Pour surmonter l'angoisse et continuer de vivre leur sexualité, elles se sont forgées une certitude qui leur assure un sentiment d'invulnérabilité: c'est qu'elles doivent vivre cachées. Et c'est dans cette discrétion que s'organise la résistance passive qui consiste à envahir les rues, les bars et snacks dans des postures parfois très visibles. Sans revendiquer par des mots, les FSF de Yaoundé veulent dire à la société: «*je suis là, telle que je suis*».

Ces réponses conduisent à la supposition que les associations identitaires, telles qu'elles œuvrent actuellement à Yaoundé, ne répondent pas aux attentes réelles des FSF. Il semblerait que l'espace culturel camerounais marqué par l'oppression en matière de sexualité et en particulier chez les femmes, influence beaucoup cette attitude marquée par le souci de discrétion qui anime les filles et les amène à adopter des stratégies transversales.

Des identités affirmées

Plusieurs définitions correspondent au groupe: en sociologie, c'est un ensemble d'individus ayant un certain nombre de caractères communs et dont les rapports (sociaux, psychologiques, etc.) obéissent à une dynamique spécifique (Hachette Encyclopédique, 2000 : 850)⁴. La définition sociologique est celle qui convient le plus à cette enquête. Ainsi, un groupe est différent de la somme de ses membres; il possède une structure propre et établit des relations propres entre ses membres et ceux d'autres groupes; l'essentiel n'étant pas dans la ressemblance ou la différence entre les membres du groupe, mais dans leur interdépendance. Le groupe est donc un bloc solidaire, de sorte qu'un changement intervenant dans l'état d'une des sous-parties du groupe affecte l'état de n'importe quelle autre sous-partie (Lewin, 1940, cité par Delouvé, 2010: 23)⁵.

4 Dictionnaire Hachette Encyclopédique Edition 2001. (2000). Paris : Hachette.

5 Delouvé, S. (2010). Psychologie sociale. Paris : Dunod.

Et c'est dans cette dernière catégorie que l'on voit apparaître les signes de la résistance passive qui couve à Yaoundé. Ainsi, même si elles n'ont pas pris ouvertement la parole, les FSF de Yaoundé ont un désir de résister aux lois et normes oppressives.

Ainsi, si le milieu associatif LGBT constitue un groupe d'appartenance pour les FSF de Yaoundé du fait de leur orientation homosexuelle, il ne présente pas pour autant les traits d'un groupe de référence auquel elles souhaiteraient appartenir.

Dans cette optique, en ce qui concerne les FSF, la perte d'un membre de la communauté devait, de façon automatique, affecter l'état de la communauté tout entière. Et il en a été ainsi, puisque la plupart des FSF avouent avoir eu peur, même si par après, les stratégies utilisées pour lutter contre la peur n'étaient pas les mêmes.

Ainsi, l'homme est un être profondément social. Il a besoin d'appartenir à des groupes pour se connaître et s'affirmer par comparaison avec ses semblables et aussi pour se rassurer sur son identité (Delouée, 2010: 21)⁶. Ces attitudes conduisent au phénomène d'identification. S'identifier à un modèle consiste à « copier » chez un autre individu des comportements et attitudes que l'on jugerait bons. En cela, l'identification relève d'activités conscientes qui construisent la personnalité en l'enrichissant d'apports extérieurs. Et de fait, chez les FSF de Yaoundé, certains signes partagés par un grand nombre d'entre elles constituent des signes d'identification: relations homosexuelles, fréquentation des lieux de visibilité LGBT, port d'accessoires stéréotypés : dreadlocks, anneau au pouce ou à l'index, pantalon au bas des reins pour les plus masculines, prise de cigarette.

Le processus normal d'identification conduit à la construction d'une identité sociale, c'est-à-dire que l'individu, ayant intégré en lui les éléments caractérisant les groupes auxquels il appartient, développe un sentiment de solidarité intime et profond avec les idéaux de ces groupes (Cohen-Scali et Guichard, 2008 : 2-4)⁷. Ainsi, en prenant part à la contre-culture gay et lesbienne, les FSF de Yaoundé manifestent leur désir de vivre leur sexualité de manière épanouissante. Seulement, elles ne se sentent pas solidaires des moyens engagés par les associations LGBT pour atteindre cet objectif, et ne se sentent par conséquent pas concernées par les événements qui y surviennent.

Ainsi, si le milieu associatif LGBT constitue un groupe d'appartenance pour les FSF de Yaoundé du fait de leur orientation homosexuelle, il ne présente pas pour autant les attraits d'un groupe de référence auquel elles souhaiteraient appartenir. Au contraire, la plupart des

FSF de Yaoundé préfèrent vivre leur sexualité, plutôt que de l'afficher. Et c'est la perpétuelle tension émotionnelle dans laquelle elles vivent, entre leurs désirs d'une vie libre et les contraintes sociales, celles des associations qui voudraient les obliger à sortir brutalement de l'ombre et celles de la société qui les oblige à rester cachées, tensions dont elles essaient de s'échapper, qui les conduit à poser des actes d'affirmation identitaire qui à certains moments peuvent apparaître comme suicidaires⁸. Car si une femme qui prend une boisson seule dans un bar peut passer inaperçue, un groupe de femmes présentant des caractéristiques identiques et visibles ne l'est plus. Par leur apparence, elles se font identifier.

⁶ Delouée, S. (2010). Psychologie sociale. Paris : Dunod.

⁷ Cohen-Scali, V. et Guichard, J. (2008). « L'identité : perspectives développementales », L'orientation scolaire et professionnelle [En ligne], 37/3 | 2008, mis en ligne le 15 septembre 2011, consulté le 18 mars 2013. URL [http:// osp.revues.org/1716](http://osp.revues.org/1716) ; DOI : 10.4000/osp.1716

⁸ Pour en savoir plus : Guebogo, C. (2006). « L'homosexualité en Afrique : sens et variations d'hier (sic !) à nos jours » paru sur le site Socio-logos à l'adresse : <http://socio-logos.revues.org/37> nos jours » paru sur le site Socio-logos à l'adresse : [http:// socio-logos.revues.org/37](http://socio-logos.revues.org/37)

chez les FSF de Yaoundé, certains signes partagés par un grand nombre d'entre elles constituent des signes d'identification: relations homosexuelles, fréquentation des lieux de visibilité LGBT, port d'accessoires stéréotypés.

Comprendre les mécanismes à la base des comportements des FSF de Yaoundé en situation de crise repose sur différents aspects: psychologiques, sociologiques, anthropologiques. Les FSF de Yaoundé appartiennent à un espace culturel dont elles sont profondément marquées et qui guide leurs opinions. En effet, elles sont nombreuses à penser qu'il faut rester discrète et ne pas se faire reconnaître. Après la crise énorme qu'a constituée la mort d'un membre de la communauté, elles ont choisi d'abandonner les lieux reconnus comme étant des points de rassemblement de la communauté. La peur d'être reconnue et/ou agressée, les a obligées à s'isoler ou à ne plus rechercher que la compagnie d'amies sûres dont l'aspect ne les dénoncerait pas aux yeux du reste du monde. Cette attitude de repli apparent explique la difficulté à mobiliser dans les associations identitaires. Il serait alors nécessaire de chercher à savoir quelles sont les attentes réelles des FSF par rapport à leur orientation sexuelle et/ou leur identité de genre. Que veulent-elles que les associations leur apportent et que peuvent-elles apporter aux associations? A cet effet, des études ultérieures mériteraient d'être menées pour appréhender le vécu ordinaire des FSF de Yaoundé, leur vie réelle, celle-là qui se passe en dehors du milieu associatif, dans le silence des gestes ordinaires.

Le contexte actuel du Cameroun ne facilite pas la vie des femmes qui ont des relations avec d'autres femmes car il crée un climat général de peur qui oblige les cibles à se cacher. En plus de la menace d'agressions par les populations, elles courent le risque d'être arrêtées sur simple dénonciation. Cette situation constitue une source de souffrance psychologique qui s'oppose au désir de toute personne de vivre une sexualité épanouissante. Aussi, pour un meilleur épanouissement des femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes au Cameroun, nous recommandons:

- L'abrogation de la loi injuste, la loi 347 bis du code pénal, qui donne à tout citoyen le droit de violer la vie privée des femmes dès qu'elles sont soupçonnées d'entretenir des relations homosexuelles;
- La ratification de la Résolution 275 de la Commission Africaine des droits de l'homme et des peuples, portant protection contre la violence faite sur la base de l'orientation sexuelle et l'identité de genre;
- La libération immédiate de toutes celles qui sont détenues dans les prisons sur la base de leur orientation sexuelle ou leur identité de genre;
- Le renforcement des capacités des femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes sur les fondements du droit, afin de favoriser une meilleure prévention/assistance aux femmes victimes d'abus de toutes les formes sur la base de leur orientation sexuelle et leur identité de genre;
- L'adaptation des services offerts par les associations aux besoins réels des femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes en termes de sécurité, du respect de l'anonymat et de la confidentialité, afin de réduire la peur d'être exposée que présentent les associations existantes;
- La mise en place de services sociaux destinés à prendre en compte la spécificité des femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes, rendues plus vulnérables au sein de leur famille et/ou leur milieu de vie du fait de leur orientation sexuelle et identité de genre;
- Le suivi psychologique des plus vulnérables qui sont souvent sujettes à des dépressions prolongées parfois accompagnées de tentatives de suicides;
- L'organisation des communautés de femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes, afin d'en faire un maillon fort de l'économie, et non une cible perpétuellement assistée.

**Avec l'appui financier
de**



